



© Bank Phrom (Unsplash)

Métier passion : devenir journaliste, mais à quel prix?

Alors que la presse est en crise depuis les années 1990, les journalistes indépendant·es sont de plus en plus monnaie courante au sein des rédactions. À des conditions de travail précaires, assorties de pressions constantes et de difficultés financières, se heurte un terme lourd de sens et dangereux qui a le vent en poupe : le «métier passion». Quelle réalité cache-t-il, spécialement dans la presse? Pourquoi est-il problématique?

Comme beaucoup d'autres métiers où l'on est indépendant·e (disquaire, scénographe, libraire etc.), la précarité grandissante de ces domaines se confronte à une expression aussi tendance que pernicieuse : le «**métier passion**». Prétexte à toutes les dérives, de tarifs dérisoires aux horaires intenable, en passant par des conditions de travail qui sont parfois à la limite de la légalité (notamment dans le secteur de la presse), le terme «métier passion» est devenu la formule magique des

rédactions mais aussi, parfois, des journalistes, pour justifier tous les travers d'un métier que l'on fait par vocation.

Une excuse pour justifier de devoir tout donner, quitte à y perdre la tête et sa santé, surtout en temps de crise. Crise des médias. Crise de la vocation. Crise de l'emploi. Dans un secteur qui se porte mal¹, où la compétition est féroce, les journalistes acceptent souvent toutes les conditions pour avoir des piges (contrats).

1 Pour une photographie actualisée de la profession, voir l'analyse de l'APMC-Smart rédigée par Paul Labourie : *Journalisme : répondre par le collectif à la précarité du métier* (2024)

VIS MA VIE EN BURN OUT

Qui dit métier-passion dit passion : est-ce qu'à défaut d'avoir des conditions de travail décentes, les journalistes sont-ils heureux de faire ce métier qui est souvent une part de leur identité ? Selon le *Portrait des journalistes belges en 2023*, leur satisfaction varie pourtant fortement selon le statut : 87,7 % des salarié·es se disent satisfait·es de leur travail, contre 48,7 % des indépendant·es. Mais pourquoi la moitié d'entre elles et eux, exerçant ce sacro-saint « métier passion », ne le sont pas ?

« J'ai commencé en locale, puis comme indépendant en national avant d'avoir un CDI », témoigne Robin². « J'ai démissionné au bout de trois ans et je me suis mis à faire d'autres jobs. **Les conditions de travail m'ont rendu malade** ; management toxique, pression, volume de travail, solitude... Même si j'aimais ça, je n'en pouvais plus. »

Pour Robin, la chute a été graduelle. Comme beaucoup de journalistes, il ne s'en est rendu compte que trop tard : « J'étais assez lucide sur le fait que je ne tiendrais pas toute ma vie. Même après un an (...) j'ai normalisé les coups de mou, les angoisses, la fatigue. J'ai enchaîné les ennuis de santé, trouvé des excuses... Je devenais aigri, agressif, obsédé par le travail, constamment stressé... C'est mon médecin qui m'a réveillé, quand je me suis retrouvé en pleurs devant lui. Il m'a arrêté, puis j'ai recommencé à bosser. Il n'a pas fallu

longtemps avant que je replonge. Mais je ne légitimais pas mon burn out, les gens autour ne comprenaient pas, je me prenais des remarques des collègues, des responsables.



© [Luis Cortés](#) (Unsplash)

Le monde de la presse télé peut être très cruel. Quand je suis revenu, on m'a fait comprendre que je n'étais plus le bienvenu. Ma présence cristallisait tout ce qui n'allait pas dans la profession. Partir m'a libéré. »

² Tous les journalistes témoignant dans cette analyse ont souhaité le faire de manière anonyme, sans citer leurs clients, par peur d'un impact sur leur carrière professionnelle.

Un discours souvent entendu par Jil Theunissen, juriste à l'AJP³ : « Même si les journalistes indépendants viennent me voir pour des questions juridiques, ils finissent souvent par me **parler de leurs conditions de travail**. J'entends beaucoup de solitude, de stress, j'en vois beaucoup à la limite du burn out, qui s'excusent de ne plus être capables de travailler ».

Pour elle, le « métier passion » est un terme dangereux. « Beaucoup culpabilisent d'être au bout du rouleau en me disant qu'ils aiment tellement leur boulot, et qu'ils s'en veulent de devoir s'arrêter. Ça me met en colère. Ce n'est pas eux le problème, c'est le système. »

« Je suis salariée car je passe via Smart, mais cela ne change pas grand-chose puisque je gagne environ 10€ net de l'heure chez tous mes clients », avoue **Lola**.

« J'ai commencé à faire des semaines de 60h pour arriver à avoir un salaire correct. J'ai tenu six mois, et un jour, mon corps m'a lâché. J'ai culpabilisé, et je n'ai pas arrêté, car je ne pouvais pas risquer de perdre mes clients, j'avais bossé si dur pour les avoir. J'ai commencé à être en retard dans tout, à ne plus dormir, à pleurer tous les jours. Aujourd'hui je suis sous médicaments, et je continue. Je rêve d'être journaliste depuis que je suis enfant, je ne peux pas tout perdre. »

Une situation qui n'est pas nouvelle. Selon l'étude réalisée par l'APMC-Smart *Le métier de journaliste. De la précarisation à la recherche de nouveaux moyens d'action*, la situation était déjà problématique en 2015 :

« Les journalistes indépendants sont plus vulnérables au burn-out, avec des cas fréquents rapportés dès les premières années d'exercice. (...) Les pressions internes (management toxique) et externes (demande constante de disponibilité) accentuent la détresse psychologique. (...) Les pigistes dénoncent un sentiment d'exploitation, lié au faible respect accordé à leur travail, et un isolement grandissant. (...) Beaucoup rapportent un déséquilibre entre vie privée et professionnelle, aggravé par des horaires à rallonge et la pression de devoir tout accepter pour conserver leurs contrats. »

Avec un triste résultat que les journalistes finissent pas quitter la profession.



© [Jeremy Bishop](#) (Unsplash)

3 L'Association des journalistes professionnels (AJP) est une organisation reconnue représentant les journalistes francophones en Belgique. Elle a pour mission de défendre leurs intérêts professionnels, de promouvoir l'éthique et la qualité journalistique, et de soutenir la formation continue. L'AJP veille également au respect des principes déontologiques et à la diversité au sein de la profession.
<https://www.ajp.be/>

LE GRAND MÉCHANT STATUT?

Le rapport de l'AJP *Portrait des journalistes belges en 2023* rapporte qu'en Belgique, 74,8% des journalistes belges⁴ exercent sous le statut de salarié·e, contre 24,3% d'indépendant·es. Leur nombre a cependant légèrement augmenté (5% en 25 ans); un chiffre qui cache pourtant une réalité délétère : « *Les salariés sont majoritairement des journalistes qui ont déjà pas mal d'années d'expérience* », note Jil Theunissen. « *Ces chiffres reprennent les journalistes professionnels (2 ans et plus de carrière). Quand on regarde les chiffres chez les journalistes stagiaires (moins de 2 ans) on grimpe à 42% d'indépendant·es.* »

Un statut choisi? On peut sérieusement en douter. D'après le rapport de l'AJP, seulement 51% des indépendant·es déclarent avoir choisi ce statut, souvent par manque d'autres options. Le statut de salarié·e serait-il alors une espèce en voie de disparition dans le secteur de la presse?

« *Le salariat n'est plus la norme* », confirme Jil Theunissen. « *Ces dernières années, les recours aux indépendants se multiplient, et en parallèle, les médias engagent de moins en moins en salariés.* » Des journalistes certes indépendant·es au niveau de leur statut, mais dépendant·es d'un système gangrené.

Dans le même bateau (qui coule), citons également les journalistes passant via des organismes comme la coopérative Smart, l'asbl Merveille ou les agences Intérim. Ces structures font des journalistes des salarié·es qui n'en sont pas vraiment⁵ : les conditions de travail, la précarité et les difficultés financières sont sensiblement les mêmes. Les chiffres du nombre de salarié·es est ainsi augmenté, sans en avoir, de loin, les mêmes conditions.

« *Ce qui est fou, c'est que dans les rédactions, le seul métier pour lequel on ne voit jamais de CDI, c'est celui de journaliste* », tempête **Arnaud**. « *Par contre ailleurs, des ressources humaines à la comptabilité en passant par le marketing, il y en a plein. C'est pourtant le journalisme qui est l'essence même d'une rédaction ! En plus des tarifs, le statut est un problème car il laisse les journalistes dans une certaine précarité, en mode survie, le poussant à accepter tout et n'importe quoi* ».

A cet égard, le phénomène des « **faux indépendants** »⁶, très répandu dans certains groupes de presse, enferme parfois des journalistes dans une situation encore pire que s'ils étaient réellement indépendant·es.

4 Les chiffres cités par l'AJP correspondent à 90% des journalistes francophones.

5 Note d'édition : lire la réponse de Smart en fin d'analyse.

6 Être « faux indépendant » dans la presse désigne une situation où un·e journaliste est officiellement employé·e comme indépendant·e (avec par exemple une facturation des contrats à la journée), mais travaille dans des conditions proches du salariat. Cela inclut une relation de subordination envers un employeur, parfois une exclusivité de collaboration mais avec l'absence de tous les avantages et protections liés à un contrat fixe (congés, assurances, barèmes salariaux légaux).

«Ce qui est scandaleux, c'est que ce statut s'est complètement normalisé», témoigne Pol. «On exige tout de toi comme un salarié, et on t'impose même des horaires à prendre ou à laisser, tu ne peux parfois même pas choisir tes jours de travail».

Des contrats et des statuts utilisés qui flirtent parfois avec les limites de la légalité en matière de droit du travail. «Le problème, c'est que les journalistes ne connaissent pas toujours leurs droits», analyse Jil Theunissen. «Ils sont prêts à tout pour travailler. Il faut qu'ils prennent conscience de leurs droits, de certains barèmes obligatoires, de ce que cela implique d'être indépendant et du fait qu'il y a des choses qui ne sont pas acceptables.»



© [Nijwam Swargiary](#) (Unsplash)

ARGENT ET PRÉCARITÉ

Si la passion demeure, le·la journaliste, comme tout être humain, ne vit pas d'amour et d'eau fraîche. C'est là que très souvent, la colère gronde. En 2023, le **revenu moyen d'un·e journaliste en Belgique est de 2.470€ nets par mois**, tous statuts confondus (cf. *Portraits des journalistes belges en 2023*). À noter que 20,7% des journalistes gagnent moins de 2.000€ par mois, et 9% moins de 1.500€⁷.

En y regardant de plus près, l'écart entre indépendant·es et salarié·es donne le tournis: si les salarié·es gagnent en moyenne 2.651€ nets par mois, les indépendant·es,

elles et eux, touchent en moyenne 1.936€, soit environ **36,9% de moins**. Une grande disparité de revenus malgré leur engagement professionnel.

«En 25 ans, il n'y a pratiquement pas eu d'évolution ni dans les tarifs, ni dans le statut d'indépendant à la RTBF», s'énerve Pol. «Pourtant, le coût de la vie a quand même "légèrement" augmenté.» Et le service public n'est pas le seul concerné. «Chez IPM⁸, la plupart d'entre nous sommes payés entre 120€ et 150€ brut la journée. Des collègues m'ont dit qu'ils étaient déjà payés pareil il y a 15 ans.»

⁷ À titre d'exemple, une journée de 8h chez IPM en tant que journaliste presse écrite se facture entre 110€ et 170€ brut. Le [Fonds pour le journalisme](#) préconise des honoraires journaliers entre 200 et 300 €, en sachant que ce montant est pratiquement du net (car quasiment exonéré d'impôt).

⁸ Groupe de presse

Avec un poste à responsabilité au sein d'une rédaction, Arnaud travaille comme faux indépendant. Il est là tous les jours, gère une équipe, mais facture à la journée et travaille sous les conditions d'indépendant.e : « J'ai commencé avec des contrats à 110€ brut la journée. En bossant les soirs et les week-ends, je touchais 1300€ par mois. C'était invivable. »

Au bout de plusieurs années, miracle : le CDI est arrivé ! « J'étais bien payé, j'avais des récuaps et des horaires acceptables, un bon management, de la considération. Tous les médias ne sont pas à mettre dans le même panier. »

Aujourd'hui, en tant que faux indépendant, il s'en sort bien, mais au prix d'un volume de travail très important : « J'ai réussi à négocier. Je fais des semaines de 50h minimum, parfois des week-ends, sans récup, mais je suis stable financièrement. Je ne suis vraiment pas à plaindre quand je vois ce que gagnent d'autres personnes. C'est sidérant de voir des tarifs qui n'ont presque pas changé depuis des années quand on voit l'explosion du coût de la vie, le niveau d'étude, les compétences et les horaires exigés. C'est de la folie. »

Pol aussi a eu des débuts difficiles : « Au début, je ne trouvais pas assez de contrat, ou je refusais les piges trop mal payées. J'ai fini par trouver un job alimentaire, et j'ai même quitté la profession pendant un moment,

avant de revenir et d'enchaîner les piges mal payées et les CDD. Les promesses de CDI n'arrivaient jamais et j'ai fini par accepter de plus en plus de choses ; quand tu sais que tout peut s'arrêter demain, tu prends. »

Pour lui aussi, la **pérennité financière a fini par arriver sous le statut d'indépendant**. Mais à quel prix ? « Je gagne très bien ma vie, mais je bosse énormément ; entre 50h et 80h par semaine, depuis 5 ou 6 ans facilement. Je travaille 6 à 7 jours sur 7. Ça demande beaucoup de sacrifices. » Côté tarifs, lui aussi hallucine : « J'ai laissé tomber la presse écrite. L'audiovisuel est moins pire, j'ai réussi à négocier 300€ la journée. Quand on sait qu'en communication c'est 600€ la journée... »

Le domaine de la presse le plus touché reste la presse écrite. Comme l'analyse l'étude réalisée par l'APMC-Smart en 2015 : « Les tarifs de piges dans la presse écrite quotidienne belge n'ont pas évolué depuis les années 2000, voire baissé dans certains cas. En moyenne, un pigiste utilisant Smart gagne entre 1000 et 1200€ nets par mois, bien en dessous du seuil de pauvreté. » Mais pourquoi les tarifs n'ont-ils parfois pas évolué depuis dix ans, ne payant parfois même pas la moitié des tarifs recommandés par l'AJP⁹ ?

9 Entre 250 et 300 euros la journée selon les recommandations du [Fonds pour le Journalisme](#).

« Ils jouent sur le fait qu'il n'y a **pas d'indexation obligatoire** », déplore Jil Theunissen de l'AJP. « Le problème est qu'il y a très peu de cadre légal pour les indépendants, parce qu'avoir ce statut suppose que tu peux négocier tes tarifs, ce qui, particulièrement dans le monde des médias, n'est pas le cas. Les médias le savent et certains en jouent, avec des tarifs établis, qui parfois ne changent pas pendant des années, et si tu n'es pas d'accord, tant pis. Ils tentent de convaincre en disant qu'ils auront de toute façon une armée de candidats qui accepteront ces conditions. C'est vrai, la presse va mal. Mais **les indépendants sont la variable d'ajustement**, et ce n'est pas normal. »

L'une des pistes envisagée par l'AJP serait que les **aides à la presse soient conditionnées** par le respect de certaines conditions relatives aux journalistes indépendants, notamment concernant les conditions de travail.



© [David Villasana](#) (Unsplash)

PRESSION ET SACRIFICES

Le rapport *Portrait du Journalistes belges en 2023* fait également état de l'**augmentation de la charge de travail** (71,5%) et de la **pression** (67,1%) qui pèsent sur les travailleur·ses. Ce contexte de surmenage est accentué par une insécurité croissante dans l'emploi, puisque plus d'un·e journaliste sur deux (57,8 %) n'a aucune certitude quant à son avenir professionnel.

Le travail de journaliste a également évolué : il doit travailler beaucoup plus. Filmer, photographier, monter, écrire, enregistrer, mettre en ligne... Pas seulement rédiger des contenus. De nouveau, une tendance confirmée déjà en 2015 par l'étude de l'APMC-Smart : « Les indépendants doivent aujourd'hui maîtriser plusieurs compétences (photo, vidéo, montage, rédaction) en raison

des suppressions de postes périphériques depuis les années 2010. (...) Les pigistes consacrent souvent entre 50 et 80 heures par semaine à leur activité. » **Travailler plus pour le même montant ?** Visiblement. Face à la hausse colossale de la charge de travail et à l'inflation galopante des dernières années, les tarifs des piges à la journée ou à la prestation n'ont pratiquement pas augmenté, en Belgique, depuis... 10 ans.

De plus, les difficultés financières se couplent à une **pression constante des rédactions**, envers qui il est parfois difficile de dire non sous peine de se voir perdre ses contrats du jour au lendemain. « Ça demande beaucoup de sacrifices », reconnaît Pol.

«C'est compliqué de refuser et de jongler entre les clients. On te fait vite sentir que tu n'es pas assez disponible. On te donne des carottes, comme la possibilité de bosser sur un gros sujet ou la perspective d'un contrat; du coup, tu te donnes. Les médias savent comment ça marche.»

Le «métier passion» se heurte également à un autre écueil : **tout accepter.**

«Dans le milieu, l'idée selon laquelle il faut accepter tout et n'importe quoi pour y arriver, des horaires de misère à des tarifs dérisoires, est hyper répandu», témoigne Pol. «C'est très toxique. En plus, est-ce que ça justifie le rôle, le manque de respect, le manque de reconnaissance, le manque de rémunération?»

Savoir qu'il y a derrière soi dix journalistes (voire plus) prêt·es à prendre sa place n'aide pas à se battre pour améliorer sa situation. «Quand j'ai plusieurs fois demandé une augmentation, on m'a fait comprendre que d'autres acceptent sans broncher en étant là depuis longtemps et que je devrais plutôt être reconnaissante», témoigne Lola. «Pourtant, je demandais juste 20€ brut de plus à la journée. Du coup je continue à bosser trop, avec un impact énorme sur ma vie sociale et ma santé mentale.»



© [David Villasana](#) (Unsplash)

CONCURRENCE ET SOLIDARITÉ

Comme si ce n'était pas suffisant, les journalistes évoluent dans un **milieu professionnel très concurrentiel et solitaire**. « Les rédactions mettent sans cesse les journalistes en concurrence », témoigne Pol. « A commencer par les tarifs ; tout le monde n'est pas payé pareil. Si tu arrives à négocier un peu plus, on te dit de ne rien dire aux autres. »

Et cette **culture du secret** entraîne une ambiance concurrentielle terrible, alimentée par les journalistes eux-mêmes qui ont l'impression qu'ils et elles ont quelque chose en plus.

« Entre indépendants, c'est un enfer, tu n'oses pas faire confiance. Certains journalistes sont prêts à tout. Je les comprends, mais ça empêche les choses de changer et ça rend la **solidarité difficile, alors qu'elle est indispensable pour améliorer nos conditions de travail**. Seul, tu n'obtiens rien, j'ai essayé. Non seulement cela n'a abouti à rien, mais j'ai été mis de côté au profit de journalistes plus jeunes et parfois moins compétents qui étaient plus dociles. »

La **solidarité** reste, pour Pol, Robin, Arnaud, Lola et les autres, la seule façon de changer les choses. « Il y a peu de places, nous sommes nombreux... Pourquoi les médias feraient-ils quelque chose ? »

Cela laisse **peu de marge pour se défendre et se fédérer**. D'autant que les salariés ne sont pas souvent solidaires de leurs collègues indépendants, ce qui est un énorme problème. Tu y ajoutes le **manque de conscience syndicale et sociale, la solitude du métier** et le manque de moyens de se fédérer, et tu as devant toi le nœud du problème. »

Si une certaine solidarité se crée parfois entre journalistes d'un même média, elle concerne majoritairement les indépendant·es, et, de ce fait, ne se change que rarement en revendications concrètes pour de meilleures conditions de travail. « Le problème majeur, c'est que les journalistes indépendants sont très seuls », note Jil Theunissen.

« Le fait de **se mettre ensemble permet d'obtenir plus facilement des avancées**. Il faut que les indépendants fassent bloc, et que tant que possible, les salariés soient solidaires de leurs collègues. C'est, à mon sens, en fédérant le collectif que ça va changer. » Car les indépendant·es sont isolé·es. « Les indépendant·es, souvent sans bureau fixe, travaillent seul·es et peinent à échanger avec leurs pairs, ce qui freine la solidarité », abonde l'étude de l'APMC-Smart.

L'EXCUSE DU «MÉTIER PASSION»

Mais au fait, que pensent les journalistes indépendant·es de cette expression qu'ils et elles entendent à tout-va ? « C'est un mot qui me met hors de moi », s'énerve Robin. « C'est l'excuse pour un **métier qui exploite**, où on te dit « tu te rends compte de la chance que tu as », ou « tu ne vas quand même pas te plaindre pour des heures supplémentaires à rallonge, des mauvais tarifs... alors qu'on te donne ta chance ». Alors que c'est plutôt toi qui donne. Tout : tes compétences, ton temps, ta passion, ton talent... **On joue sur la passion des journalistes, car on sait que s'ils sont là, malgré tout, c'est qu'ils sont passionnés.** Comment faire ce métier sans l'être, d'ailleurs ? »

Pol, lui, voit les choses différemment : « Je dis que j'ai un métier passion, parce que c'est vrai. Par contre, je ne laisse personne utiliser ce terme pour essayer de m'exploiter. **C'est vrai que c'est un métier génial. Et en même temps, je veux le quitter. Pour travailler moins les week-ends, pour avoir le temps pour d'autres choses.** Je me rends compte depuis peu que j'ai sacrifié tellement de choses. Des moments avec mes proches, ma vie sociale. Des relations. »

Lola aussi a beaucoup sacrifié sur l'autel du « métier passion » : « Depuis que je me suis lancée à fond, je n'ai pas arrêté. Après, je ne me vois pas faire autre chose. Je vois autour de moi tant de gens qui n'aiment pas ce qu'ils font, alors que moi j'adore. Et puis journaliste, c'est un métier fabuleux ; sinon il n'y a pas autant de gens qui voudraient le faire. Par contre, c'est un terme qui voudrait **faire croire que c'est un luxe d'aimer ce qu'on fait et justifier de mauvaises conditions de travail.** »

Pour Jil Theunissen de l'AJP, le terme est donc à utiliser avec des pincettes :

« Je pense que c'est très dangereux d'utiliser ce mot à tout-va. D'un côté c'est motivant, ça rend le métier très séduisant... Mais c'est aussi la porte ouverte à l'exploitation, de ce que j'observe, que ce soit en termes d'horaires, de tarifs, de séparation vie privée-vie professionnelle, de relations professionnelles, de hiérarchie... **Ce n'est pas parce que tu es passionné que tu dois tout sacrifier.** Et puis honnêtement, quand j'entends des journalistes bosser 70h par semaine, ils me disent plus souvent que c'est pour des raisons financières, pas parce qu'ils sont trop passionnés. »



© [David Villasana](#) (Unsplash)

PERSPECTIVES D'ACTION COLLECTIVE

Dans ce ciel gris, tout n'est cependant pas perdu. « Il y a eu certaines avancées, qu'on a obtenues par des luttes collectives », remarque Jil Theunissen. « Et il y a aussi des contacts qui peuvent se faire tout à fait de manière fluide avec un employeur. Il n'y a pas les grands méchants employeurs d'un côté et tous les pauvres indépendants de l'autre, même s'il y a clairement un rapport de force présent. »

D'autres médias, indépendants et vecteurs de revalorisation professionnelle du métier, émergent de plus en plus. Médor, Alter Echos, Imagine, Tchack...¹⁰ Malheureusement, ces médias restent moins nombreux, et si les conditions de travail et la rémunération y sont généralement meilleures, leurs portes ne sont pas ouvertes à toutes et tous. Les places y sont rares et les collaborations souvent très ponctuelles.

Que faudrait-il faire pour que le « métier passion » ne rime plus avec poison ?

D'après les personnes sondées, le changement arrivera sans doute par le bas. « Depuis un an, je trouve que les jeunes journalistes ont une mentalité différente », remarque Arnaud. « Ils sont moins prêts à tout sacrifier. Ils sont moins nombreux aussi, ce qui équilibre le rapport entre l'offre et la demande et rend la compétition plus viable.

Et qui sait, peut-être que cela mènera à une revalorisation des tarifs ? On peut rêver. »

Un constat partagé par Robin : « Je remarque une **prise de conscience dans la nouvelle génération** ; ils sont plus nombreux à ne pas se laisser marcher dessus, à quitter un média pour chercher mieux ailleurs. »

On retrouve déjà ce **vent de fraîcheur et d'espoir** dans l'étude de l'APMC-Smart de 2015 : « La nouvelle génération de journalistes semble moins encline à accepter des conditions abusives, ce qui pourrait rééquilibrer le rapport employeurs-employés. (...) Des initiatives collectives portées par l'AJP et d'autres organisations syndicales ont permis des avancées, mais les indépendants doivent encore s'unir davantage pour peser dans les négociations. » Pourtant, 10 ans plus tard, la situation n'a pas vraiment changé.

Pour y arriver, il semble que les **journalistes doivent se battre ensemble**. Mais dans les faits, est-ce possible ? « Je le fais, mais je me protège, car j'ai peur d'être encore déçu », avoue Robin. « Je me suis levé contre les injustices tant de fois. Tout le monde dit qu'il te suit, mais finalement tu es seul face à l'autorité, c'est toi qui prend les coups, t'expose, te fait menacer. On reste dans un métier très individualiste. Je garde de l'espoir, mais je suis aussi désabusé. »

¹⁰ Pour une analyse approfondie de ces nouveaux modèles médiatiques, voir l'analyse de l'APMC-Smart *Journalisme : répondre par le collectif à la précarité du métier* (2024)

Pour Robin, il existe aussi d'autres alternatives. « Je me demande parfois si on sert encore à quelque chose, car j'ai l'impression qu'on ne travaille plus comme on le devrait pour jouer notre rôle. Nous sommes décrédibilisés, déconnectés du public... En tout cas dans la presse quotidienne. Je me suis tournée vers d'autres formes de journalisme, car je pense que le **sens premier de notre métier est d'avoir du sens dans ce que l'on fait**, de porter l'information et d'aider les gens. La noblesse du métier se perd. »

De plus en plus de **journalistes se tournent vers d'autres formes de presse**, ou complètent leurs revenus avec des contrats en communication ou en éducation permanente. Un constat évoqué également dans l'étude de l'APMC-Smart : « La prise de conscience des sacrifices imposés par le métier pousse certains à explorer d'autres secteurs ou formes de journalisme, plus alignées avec leurs valeurs et leurs besoins. (...) Certains pigistes se tournent également vers des missions de consultance ou des projets entrepreneuriaux pour compléter leurs revenus. »

Redirection, diversification... **Rester journaliste serait-il impossible?** Pour Jil Theunissen de l'AJP, le combat n'est pas (encore) perdu : « Le tableau a l'air sombre, mais il y a des journalistes pour qui cela se passe bien, il ne faut pas l'oublier. Bien sûr, pour d'autres, la situation est difficile, et il faut tout faire pour que cela change. Je crois que l'arme principale des journalistes indépendants, c'est de pouvoir se fédérer, et de faire force de levier. »

Le collectif semble être la réponse aux problèmes du « métier passion » du journalisme et de ses dérives. D'un terme à la fois racine et poison d'une profession qui reste passionnante. Car si le terme reste clivant, si la réalité reste difficile, le métier fascine toujours, et les journalistes indépendant·es qui le restent aiment ce métier, qu'ils et elles ne quittent pas malgré des conditions de travail souvent précaires, des mauvais tarifs, la pression constante et un avenir incertain.

L'excuse du « métier passion », non. Mais la passion du métier, oui.

La force du collectif pourra-t-elle changer les choses ? Certain·es y croient.

Tout n'est pas encore perdu.

Wivine Mathieu

Décembre 2024

RÉPONSE DE SMART

Smart est une entreprise partagée qui a fait le choix de la forme juridique de coopérative agréée entreprise sociale. Smart, c'est avant tout un collectif composé de milliers de personnes, actives dans des secteurs très divers. Ces personnes se rassemblent en vue d'exercer leur métier au sein d'une même entreprise dont elles partagent la propriété, la gouvernance, la personnalité juridique ainsi que les outils et services généraux. Concrètement, les membres développent leur projet professionnel en créant, au sein de l'entreprise partagée Smart et de son véhicule juridique, une « unité de production » qui leur est propre.

À travers cette unité de production, ces personnes pilotent toutes les opérations économiques et sociales liées à leur projet: facturation, investissement, achat, engagement de personnel, etc.

Elles sont rémunérées par l'entreprise partagée qui agit en tant qu'employeur à travers un contrat de travailleur salarié (CDD ou CDI) et cotisent à ce titre au régime général de la sécurité sociale des salariés. Tout en disposant d'autonomie dans le pilotage de leur unité de production, les membres de Smart agissent à l'intérieur de l'entreprise partagée dans le respect strict du droit du travail, de la sécurité sociale et des règles de gouvernance internes.

Au besoin, l'ensemble des explications techniques liés à notre modèle original d'entreprise partagée est repris sur notre site internet et dans notre guide d'utilisation:

<https://guide.smart.coop/version2/fr>

SOURCES ET RESSOURCES

Bibliographie

Association des journalistes professionnels, *La diversité au sein de la profession de journaliste 2012-2023: Étude portant sur l'égalité et la diversité au sein des effectifs journalistiques en fédération Wallonie-Bruxelles*, 2024

Association des journalistes professionnels, *Portrait des journalistes belges en 2023*, 2023

Anne DUJARDIN, Olivier STANDAERT, Adrien DE FRAIPONT, Fabienne LALOUX, Carmelo VIRONE, *Le métier de journaliste: de la précarisation à la recherche de nouveaux moyens d'action*, étude APMC-Smart, Éditions Smart, Les Cahiers, 2015

Bernard COOLS, *Presse quotidienne belge: passé, présent et futur économiques*, Courrier hebdomadaire du CRISP, 2023; Cairn.Info

Podcast

Blast, Les Idées, *Journalisme: la désillusion du métier passion*, 2024

Entretiens

- Lola* : 34 ans (13 juillet 2024)
Parcours: salariée (2 ans), pause carrière (3 ans) puis salariée Smart (2 ans)
- Robin* : 33 ans (12 août 2024)
Parcours: indépendant (1,5 ans), salarié (3 ans) puis pigiste intérimaire (2 ans)
- Arnaud* : 39 ans (16 août 2024)
Parcours: salarié (5 ans) puis indépendant (8 ans)
- Jil Theunissen, juriste à l'AJP (17 août 2024)
- Pol* : 39 ans (29 août 2024)
Parcours: divers statuts depuis 10 ans (CDI, CDD, indépendant...)

*Prénoms d'emprunts (journalistes ayant souhaité garder l'anonymat)